

RAPPORTS ET DOCUMENTS

Guerre dans les villes : quels sont les enjeux ?

Discours prononcé par Peter Maurer,
président du CICR, dans le cadre du cycle de recherche
et de débats du CICR sur la guerre dans les villes,
à l'Institut de hautes études internationales
et du développement de Genève, le 4 avril 2017

Traduit de l'anglais

.....

Nous savons que nombreuses sont les villes qui sont en proie à des conflits dans le monde – d'Alep à Donetsk, de Gaza à Mogadiscio, d'Aden à Tripoli – et qui luttent pour leur survie.

Pendant des siècles, les guerres se sont principalement déroulées sur de vastes étendues, les champs de bataille opposant, en rase campagne et à l'arme lourde, des milliers d'hommes et d'importants corps d'armée. Les villes pouvaient être assiégées ou mises à sac, mais les combats se déroulaient rarement dans les rues. Les conflits armés sont aujourd'hui très différents : les centres-villes et les zones résidentielles sont devenus les champs de bataille de notre époque. Les guerres sont venues envahir les vies, les villes et les habitations de gens ordinaires, d'une manière bien plus cruelle que jamais auparavant.

Plus nous parviendrons à comprendre cette urbanisation ainsi que les défis et complexités qu'elle pose, plus nous pourrons ajuster notre réponse humanitaire.

On estime qu'en 2030, deux tiers de la population mondiale vivront en ville alors que les centres urbains sont déjà sous pression, peinant à absorber cette augmentation rapide. En même temps, les conflits armés se déroulent de plus en plus en milieu urbain et quelque 50 millions de personnes en subissent les conséquences de plein fouet.

Dans les pays en développement, on s'attend à une croissance urbaine galopante de 96 % dans des villes qui sont déjà fragilisées. Sur les 65 millions de personnes qui sont déplacées de force, 75 % vivent en zones urbaines.

Lorsque les guerres se déroulent dans les villes, les infrastructures vitales, indispensables au bon fonctionnement de la société, sont endommagées ou détruites. Souvent, il n'y a pas d'eau potable, pas d'électricité pour alimenter les logements et les entreprises, pas de services de santé pour vacciner ou pour soigner les maladies. Le personnel de santé et les travailleurs humanitaires sont la cible d'attaques délibérées et les habitants sont obligés de fuir pour se mettre en sécurité.

Le CICR a récemment finalisé un rapport qui s'appuie sur trente ans de constats et qui analyse la réponse humanitaire dans les zones urbaines et la détérioration progressive des services essentiels lors de conflits armés prolongés¹.

Le rapport révèle que, dans une très large mesure, les problèmes trouvent leur origine dans la complexité des systèmes urbains et leur dépendance vis-à-vis de grands ouvrages interconnectés et qui, pour permettre la prestation des services attendus, requièrent la présence de personnels qualifiés.

Lorsqu'une ville est sous le feu des tirs, les perspectives d'emploi et d'éducation s'évanouissent. Cela pousse un nombre considérable de personnes à se déplacer à l'intérieur de leur propre pays ou à chercher refuge dans des pays voisins, contribuant ainsi à surcharger les infrastructures de la ville hôte. Cela conduit également à la « fuite de cerveaux » et ce sont donc les compétences d'ingénieurs, d'urbanistes et de personnel médical qui sont perdues.

L'impact après des décennies de combats

Lorsque les guerres s'éternisent durant des années, elles deviennent une cause majeure de souffrance humaine et sont source de déplacements, de migrations et de reculs du développement. Les répercussions sont sévères pour les personnes comme pour les infrastructures et les économies des villes.

On a longtemps envisagé l'assistance humanitaire comme une intervention de secours à court-terme mais, de plus en plus, elle devient une nécessité sur le plus long terme dans les conflits armés prolongés. Le CICR travaille à la fois à répondre aux besoins immédiats et à préserver pour l'avenir, les systèmes de santé, d'eau, ainsi que les moyens de subsistance et de protection qui sont indispensables à la survie et la dignité des personnes.

Nous installons et réparons les infrastructures d'approvisionnement en eau détruites par la guerre ; nous apportons un soutien aux établissements de santé tels que les hôpitaux et les centres orthopédiques ou fournissons des cliniques mobiles ; nous formons le personnel local à perfectionner leurs compétences et à ne pas dépendre d'experts étrangers ; et nous aidons les personnes à démarrer de petites entreprises durables grâce à des subventions en espèces. Par exemple, rien qu'en

1 CICR, *Services urbains lors de conflits prolongés. Pour une meilleure redéfinition de l'aide apportée aux personnes touchées*, Genève, 2015, disponible sur : <https://www.icrc.org/fr/publication/4249-urban-services-during-protracted-armed-conflict>.

Syrie, le CICR maintient en état des infrastructures d'eau, d'énergie et de gestion des déchets pour 18,5 millions de personnes.

Mais l'action du CICR ne se limite pas à atténuer les effets des violences sur les populations urbaines ; nous nous concentrons également sur la manière dont les guerres sont menées dans les villes et sur les limites qui doivent être fixées aux acteurs armés ainsi que sur leur comportement afin de réduire les besoins des personnes exposées aux guerres urbaines.

La majorité des personnes tuées dans les conflits urbains sont des civils

Il est logique que là où il y a plus de gens et plus d'armes, il y ait plus de victimes. Un pourcentage impressionnant des personnes tuées ou blessées par des armes explosives dans des zones peuplées sont des civils. Des civils, pas des objectifs militaires. Ce sont des personnes qui ne participent pas au conflit. Ce sont des mères, des pères et des enfants qui ne participent pas aux combats et qui souhaitent simplement vivre leurs vies sans être sous la menace constante des bombes ou des échanges de feu.

Les Conventions de Genève et le droit international humanitaire (DIH) posent très clairement l'obligation, dans les conflits armés, de protéger la population civile et les biens de caractère civil. Les défis spécifiques posés par la guerre urbaine devraient être pris en compte : il est nécessaire que les forces armées soient préparées à faire face à ces défis, en tenant compte du but premier des lois de la guerre qui réside dans la protection des civils.

Lorsqu'elles sont utilisées dans des zones densément peuplées, il y a une forte probabilité que les armes explosives ayant un large rayon d'impact aient des effets indiscriminés. Les bombes et les missiles de gros calibre, les systèmes d'armes à tir indirect et souvent imprécis comme les canons d'artillerie et les mortiers, les lance-roquettes multitubes et certains types d'engins explosifs improvisés entrent dans cette catégorie.

Dans leurs opérations urbaines, les forces armées doivent tenir compte de la vulnérabilité d'une grande partie de la population laquelle est dépendante des services urbains ainsi que du réseau complexe et interconnecté de ces services essentiels. Elles doivent éviter ou réduire au minimum les dommages causés aux civils, notamment lorsqu'elles choisissent les moyens et les méthodes d'une attaque.

Outre le risque élevé de causer incidemment des décès, des blessures et des invalidités parmi les civils, les armes explosives lourdes risquent de causer des dommages graves aux infrastructures civiles essentielles, lesquels auront des « effets domino » sur d'autres services essentiels interdépendants comme les soins de santé ou les systèmes d'approvisionnement en eau et en électricité.

Les conflits armés actuels et récents – comme en Syrie, en Ukraine, en Afghanistan, au Yémen, en Irak et à Gaza – ont mis en évidence les effets particulièrement dévastateurs sur les civils, de l'utilisation d'armes explosives lourdes dans des zones peuplées. Il en résulte une augmentation du nombre de morts et de déplacés civils et ces effets sont exacerbés lorsque les guerres sont longues et interminables.

Le CICR n'ignore pas les difficultés du champ de bataille. En particulier, il arrive trop souvent qu'un adversaire se fonde dans la population et combatte dans des zones peuplées, mettant ainsi en danger la population civile, une pratique qui est interdite par le DIH. L'anonymat des grandes zones urbaines favorise le recours à la regrettable stratégie des boucliers humains, qui est souvent à l'origine d'un cercle vicieux conduisant à des comportements irrespectueux du droit.

Le double jeu de certains individus – civils le jour et combattants la nuit – ajoute à la complexité d'un champ de bataille où les espaces civils et les zones militaires sont, de plus en plus, inextricablement mêlées.

Notre appel à poser des limites aux combats

Le CICR s'emploie à rappeler à toutes les parties l'obligation de prendre des précautions – en temps de paix et lors d'un conflit – pour protéger leurs populations et d'éviter de placer des objectifs militaires dans des zones densément peuplées ou à proximité de celles-ci ; de ne pas utiliser la population civile comme bouclier aux activités militaires ; et de ne pas agir d'une manière qui mette en danger les civils.

Les commandants militaires doivent faire face à ces défis et ils ont la responsabilité de réduire au minimum les dommages causés incidemment aux civils par une attaque. Au vu des conséquences humanitaires dévastatrices observées par le CICR dans de telles situations, de graves questions se posent quant à la manière dont les forces armées, dans leurs procédures, interprètent et appliquent concrètement les obligations du droit international humanitaire.

Il leur incombe d'expliquer leurs choix, notamment leurs choix d'armes, lorsqu'ils conduisent des hostilités dans des zones peuplées. Si, dans l'armée, il y a souvent une absence de directives spécifiques sur le choix des armes dans les opérations urbaines, il existe quelques bonnes pratiques qui doivent être partagées et discutées. Avec des règles qui sont plus détaillées pour les commandants militaires, il n'est pas surprenant que le CICR soit engagé dans un dialogue avec les officiers supérieurs, qui peuvent se sentir excessivement entravés dans la réalisation de leurs objectifs militaires par la multiplicité des règles contraignantes, alors que l'adversaire qu'ils combattent, bien souvent, ne respecte pas ces règles.

La complexité des guerres asymétriques est particulièrement délicate à gérer dans de tels environnements ; le juste équilibre entre la nécessité militaire et la protection des civils est particulièrement difficile à trouver dans des situations de déséquilibre.

Nous considérons cette question comme l'un des principaux points mettant en cause le caractère non réciproque des règles de DIH, en raison de l'asymétrie de nombreux conflits et des demandes visant à prendre en compte la réciprocité des comportements lorsqu'il s'agit d'apprécier le DIH. Les discussions relatives au recours à la force dans la lutte contre le terrorisme (ou la « guerre contre la terreur », comme certains l'appellent) puisent leur origine dans ces complexités qui caractérisent les champs de bataille urbains.

Un autre aspect doit être pris en compte : comme les effets massifs des guerres dans les villes sont largement connus en raison des médias sociaux et de l'omniprésence des smartphones, une partie au moins de l'opinion publique mondiale a tendance à considérer que toute victime civile d'un conflit armé est le résultat d'une violation du DIH. À l'inverse, une autre partie de l'opinion publique, les populistes, demande que la guerre soit intensifiée et se prononce en faveur d'une lutte contre le terrorisme, sans aucune limite, afin de justifier la torture, les bombardements sans discrimination et les assassinats ciblés.

La polarisation de l'opinion publique autour du DIH a été reconnue dans l'enquête la plus récente réalisée auprès de personnes vivant dans des pays en proie à des conflits armés². Si un grand nombre de personnes reconnaissent l'utilité du DIH et son rôle protecteur, une partie relativement importante de personnes, en Europe et aux États-Unis, souhaite que l'on s'écarte d'une interprétation plus réfléchie du DIH.

Il ne faut jamais oublier le principe sous-jacent à toutes ces discussions : ce sont avant tout les civils qui doivent être protégés et tout devrait être fait pour privilégier leur protection. C'est en partant de ce postulat que le CICR appelle toutes les parties à des conflits armés à éviter d'employer des armes explosives ayant un large rayon d'impact dans des zones fortement peuplées. Mais je voudrais ajouter que c'est d'abord et avant tout les souffrances des civils dans des zones urbaines, complexes et interconnectées, qui doivent être prises en considération et qui doivent, au bout du compte, amener les États et les autres acteurs armés à repenser leur stratégie militaire dans les zones densément peuplées.

Dans les conflits armés se déroulant aujourd'hui dans les villes, ce sont les civils qui vivent dans des villes assiégées qui endurent les plus grandes souffrances. Le tribut payé par les victimes civiles est tout simplement trop lourd dans les phénomènes auxquels nous assistons à l'heure actuelle.

Lorsque des quartiers sont assiégés

Le DIH fixe des règles claires sur la conduite humanitaire à adopter en cas de sièges. Ces règles doivent être respectées, développées et précisées afin d'éviter la famine et l'effondrement des services de santé et d'eau qui engendrent de graves conséquences humanitaires pour les populations assiégées. Les travailleurs humanitaires doivent avoir un meilleur accès afin de réparer les infrastructures endommagées ; des journées de tranquillité sont nécessaires pour pouvoir pallier l'absence de services ; des zones de sécurité autour des hôpitaux doivent permettre un minimum de stabilité aux plus vulnérables. Des négociations doivent permettre de désenchevêtrer les civils des combattants.

Il faut faire preuve de la plus grande prudence lors de l'évacuation de personnes de villes assiégées. Dans les milieux urbains, il peut y avoir des groupes multiples qui contrôlent différents territoires tandis que les lignes de front se

2 CICR, *Les voix de la guerre : 16 pays sous la loupe*, Genève, 2016, disponible sur : <https://www.icrc.org/fr/document/les-voix-de-la-guerre>.

modifient et prolifèrent ; tout cela complexifie les contacts et fragilise les garanties de sécurité et d'accès.

En décembre dernier, en sa qualité d'intermédiaire neutre, le CICR a évacué, en coopération avec le Croissant-Rouge arabe syrien (SARC), 35 000 personnes d'Alep-Est dévastée, vers des zones rurales voisines. Les rues d'Alep ont été ravagées par la violence, des familles se débattaient depuis des mois pour trouver un peu de sécurité, de la nourriture, des soins médicaux ou un abri. Avec des températures inférieures à zéro, les gens se sont mis à brûler tout ce qu'ils avaient sous la main, y compris couvertures et vêtements, pour se réchauffer et réchauffer leurs enfants. Plus d'une centaine de volontaires du SARC et d'employés du CICR sont restés à leurs côtés jour et nuit toute la semaine pour garantir leur sécurité, leur apporter un soutien et tenter de les rassurer d'apporter un peu de réconfort et quelques orientations.

Cette opération d'envergure avait notamment nécessité de délicates négociations avec les différentes parties en présence. Elles avaient duré une semaine et ont été suspendues à plusieurs reprises jusqu'à ce que de solides garanties soient apportées en termes de protection des civils, de sécurité et de passage.

L'impact des combats prolongés sur la vie des personnes

Vous voyez donc à quel point les conflits actuels sont complexes. Ceux qui sont confrontés à des combats en zone urbaine n'ont pas d'autre choix que de s'adapter à des circonstances exceptionnelles, qu'ils restent dans leurs villes d'origine ou qu'ils décident de fuir. Mais ils ont besoin, de toute urgence, d'un accompagnement et d'une meilleure protection. Il est nécessaire d'accorder une plus grande attention à l'impact mental, émotionnel et physique de la guerre urbaine sur les personnes, afin de déterminer la meilleure façon de soulager et d'éviter de telles souffrances.

Les personnes gardent des cicatrices invisibles que l'on ne saurait sous-estimer. Les guerres affectent les populations très profondément et de diverses manières. S'il est difficile de prédire quel sera l'impact à long terme sur ceux qui vivent dans des zones de guerre, comme les enfants de Mossoul, il est probable que les séquelles seront très importantes et nous ne devrions pas les ignorer.

Il y a tout juste un mois, je me trouvais en Ukraine orientale, pour ma deuxième visite depuis le début des affrontements il y a presque trois ans.

Le conflit armé dans le Donbass se déroule dans des zones densément peuplées. Les infrastructures essentielles dont des centaines de milliers de personnes dépendent pour leur survie, se trouvent sur les lignes de front. Donetsk, l'une des plus grandes villes d'Ukraine et qui était un pôle industriel, a subi des bombardements massifs, des pertes civiles et des destructions d'habitations.

Ce que j'ai vu là-bas, c'est l'abattement des personnes qui vivent depuis si longtemps maintenant dans la peur, sans services de base fiables. C'est une immense frustration qui se dégageait de la plupart des personnes avec lesquelles j'ai pu m'entretenir ; elles se désespéraient de devoir affronter un conflit interminable, sans entrevoir le bout du tunnel.

De toutes les discussions que j'ai pu avoir avec les responsables politiques, les hauts fonctionnaires et notre personnel en Ukraine, j'ai pu mesurer à quel point le conflit a profondément divisé la société. Nul n'est épargné. L'un des endroits les plus tristes que j'ai visités est une école maternelle qui était située sur la ligne de front, au tout début du conflit. Cette école, à l'origine un lieu d'apprentissage rempli de la gaieté des enfants, est aujourd'hui abandonnée. J'ai vu des livres d'enfants souillés et éparpillés sur le sol, gisant là où ils étaient tombés quand les obus ont frappé. À un moment, le sous-sol de l'école maternelle était utilisé comme abri anti-aérien et plus d'une soixantaine de personnes s'y sont cachées, dans l'obscurité, pour se protéger de la terreur qui régnait à l'extérieur.

Ce fut un rappel brutal de la manière dont la vie quotidienne se trouve mise en lambeaux pendant un conflit. Les gens doivent passer par des checkpoints, faisant parfois la queue pendant des heures, voire des jours. Les enfants cessent d'aller à l'école. Les médicaments sont difficiles à trouver et l'approvisionnement en électricité et en nourriture est peu fiable. La vie devient si dure, si précaire, pour un si grand nombre de gens.

Au CICR, nous sommes à l'écoute des personnes comme celles du Donbass et nous faisons de notre mieux pour ajuster notre réponse humanitaire à leurs besoins. Par exemple, suite aux dommages causés par les combats à la station de filtration de Donetsk, le CICR s'est attaché à répondre à ce besoin crucial. Avec 40 000 personnes qui n'ont plus accès à l'eau potable, la situation a maintenant atteint un point critique. Au début du mois de mars, le CICR, en tant qu'intermédiaire neutre, a demandé un cessez-le-feu consolidé afin de permettre le déminage de la zone et la réparation des dommages par les employés de la station de filtration. Dans le même temps, les équipes du CICR ont commencé à distribuer de l'eau potable aux habitants.

Des villes fragiles au bord du conflit

Il y a une seconde tendance, liée à la précédente, qu'il nous faut surveiller de près, de manière à ajuster notre réponse. L'urbanisation rapide à laquelle nous assistons est en train de créer des villes fragilisées – Bamako, par exemple, ou Caracas – où les violences s'intensifient, avivées par le trafic de drogue, le chômage de masse et l'agitation sociale.

Dans ces villes, ce n'est pas la guerre à proprement parler qui tue, mais les violences ordinaires. Ces villes entrent alors dans le cercle vicieux de la fragilité, de la violence et, éventuellement, d'un conflit. Dans certaines des villes les plus violentes d'Amérique latine, le bilan de la violence par armes à feu est aussi lourd qu'en Syrie, un pays en guerre.

De nombreuses grandes villes d'Asie du Sud, d'Afrique et d'Amérique latine souffrent déjà des conséquences d'une expansion rapide et non régulée – lesquelles sont particulièrement manifestes dans les bidonvilles et les taudis négligés et affectés par les violences.

La corrélation entre l'urbanisation et les violences est indéniablement complexe car de nombreux facteurs entrent en jeu, tels que l'inégalité sociale, la

répartition inéquitable des ressources, le manque d'investissements, le faible niveau d'éducation et le taux de chômage élevé. Cela est particulièrement inquiétant lorsque l'on sait qu'un pourcentage croissant de la richesse mondiale provient du développement économique dans les zones urbaines. Les violences urbaines ne menacent donc pas seulement la vie des populations ; elles sont également susceptibles d'affecter l'économie mondiale.

Plus de 1,5 milliard de personnes, dont 350 millions en situation d'extrême pauvreté, vivent dans un environnement où la fragilité, les violences et les conflits sont permanents. C'est un nombre énorme de personnes qui sont en danger et il a été observé que dans ces situations qui ne sont pas des conflits armés, c'est dix fois plus de personnes qu'en temps de guerre qui meurent. En outre, la frontière entre violences et conflit armé est de plus en plus floue et le CICR s'emploie à réduire cette porosité par une assistance juridique, mais nous savons bien que ces violences conduisent à la fragilité et que cette fragilité peut rapidement déboucher sur un conflit.

Comme cette histoire me touche tout particulièrement, je voudrais vous la raconter afin de montrer comment le CICR travaille avec les habitants des favelas de Rio de Janeiro, pour faire reculer les violences armées.

On me parle d'une mère de quatre enfants qui vit dans un bidonville en proie aux violences et dont le mari a subitement disparu sans laisser de traces. Elle tentait tant bien que mal de subvenir à ses besoins et à ceux de ses enfants, constamment inquiète pour leur sécurité. Du fait de ce stress permanent, cette femme tombe malade, mais il lui est impossible de recevoir le soutien psychologique et les soins dont elle a besoin. Du fait des violences, la clinique la plus proche avait dû fermer et les personnels soignants avaient peur de venir dans le quartier.

Voici maintenant cinq ans que le CICR travaille en partenariat avec des agences gouvernementales brésiliennes, des associations de quartier et la Croix-Rouge brésilienne. Le Projet Rio a obtenu de bons résultats dans l'assistance aux personnes, comme cette mère de famille, qui vivent avec les séquelles psychologiques des violences, en favorisant leur accès à de meilleurs services de soins et de santé mentale.

Pour trouver une solution dans les villes, nous avons besoin de chacun

Comme pour le Projet Rio, les partenariats jouent un rôle clé dans l'approche du CICR, quelle que soit la situation. Le CICR observe, en toutes circonstances, une position neutre, indépendante et impartiale. Nous entendons être pragmatiques et novateurs, en ajustant notre réponse aux besoins spécifiques des populations affectées et aux dynamiques propres à chaque situation.

Nous devons en premier lieu impliquer les personnes et les populations affectées par les violences pour bien comprendre leurs besoins, pour concevoir avec elles et mettre en œuvre une réponse qui soit efficace et qui permette de renforcer leur résilience et, en définitive, d'assurer la pérennité des programmes.

Le CICR travaille aussi en étroite coopération avec les fournisseurs de services locaux, en les mettant en lien avec les personnes et les populations vulnérables pour

leur faciliter un accès plus sûr aux services essentiels. Nous travaillons avec les intervenants qui sont véritablement en première ligne dans les violences urbaines – les Sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, les organisations de la société civile et les autorités locales – afin de concevoir une réponse intégrée et appropriée. Nous travaillons aussi avec les maires, les urbanistes, la police et le secteur privé. Tous ceux qui sont responsables du bon fonctionnement de la vie urbaine doivent être impliqués.

À un niveau international, nous nous adaptons aux besoins humanitaires à long terme engendrés par les conflits prolongés. Mais cela signifie que les donateurs internationaux doivent également s'adapter : des financements complémentaires et pluriannuels s'avèrent cruciaux pour permettre le travail à long terme des quelques acteurs humanitaires présents dans des zones de guerre, afin de garantir le minimum vital exigé pour la survie des personnes.

Rassembler les humanitaires et les acteurs du secteur privé nous permet de nous appuyer sur les forces et les ressources du secteur privé pour soutenir et intensifier le travail humanitaire. Des programmes économiques et sociaux plus ambitieux ne peuvent se développer que s'ils sont établis sur les fondements de partenariats stables avec les opérateurs économiques. C'est l'une des raisons pour lesquelles le CICR travaille avec le Forum économique mondial au sein du *Global Agenda Council on Fragility, Violence and Conflict* afin de trouver des solutions pour renforcer la résilience dans les conflits en zone urbaine.

Le CICR a également travaillé dans le cadre de mécanismes mondiaux, comme le Nouveau Programme pour les villes et la Conférence Habitat III, afin de procurer aux gouvernements nationaux et aux autorités municipales des directives claires de politique générale sur l'action humanitaire en zone urbaine pour les vingt prochaines années. Ces lignes directrices seront importantes dans les cas où les autorités municipales devront travailler en partenariat avec le CICR et d'autres organisations humanitaires pour protéger et assister la population de leurs villes et mettre sur pied des services urbains essentiels qui soient résilients aussi bien dans les périodes fastes que dans les moments difficiles.

La guerre et les violences en zones urbaines ne sont peut-être nulle part ailleurs aussi clairement visibles que dans certaines villes du Yémen. Si la guerre et les violations du DIH ont fait des ravages, les violences et les conflits ont aussi, progressivement, tué les activités économiques qui sont si essentielles à la survie des populations. Ces deux effets combinés font que nous nous retrouvons face à la situation que nous voyons aujourd'hui : une perturbation massive du tissu économique, politique et sociétal et la quasi-impossibilité pour les acteurs humanitaires d'agir comme substitut pour pallier l'absence d'activités économiques et de services sociaux pour toute la population.

Ce qui devrait caractériser une ville résiliente, c'est son engagement pour la dignité humaine, pour tous ceux qui y résident. En ces temps difficiles, nous ne devons jamais abandonner ceux qui vivent avec un conflit à leur porte. Nous ne devons jamais cesser de faire tout notre possible pour trouver des solutions pour ces écoliers de maternelle en Ukraine orientale, pour les familles qui luttent pour

nourrir leurs enfants à Gaza ou Mossoul, ou pour les habitants d'Alep placés devant ce choix impossible, entre partir et rester.

Toutes les composantes de la population doivent faire davantage pour protéger les personnes. Les forces armées et les groupes militaires doivent prendre d'extrêmes précautions dans leurs attaques, les autorités municipales doivent veiller à construire des villes qui résisteront aux catastrophes et, de la même manière, les investissements du secteur privé doivent s'adapter. La complexité du problème est telle qu'elle exige de la communauté internationale, une réponse, de nouvelles méthodes, que probablement nous n'avons jamais envisagées auparavant.

J'appelle chacun d'entre nous à travailler ensemble pour réduire les violences et aider les villes et les communautés à mieux affronter la fragilité. Nous pouvons atténuer les effets des guerres sur les populations : au fond, c'est là notre mission.